

## 16 Provinces

## Woleu-Ntem/Département du Woleu/Hydraulique villageoise

## Peut-être un espoir de renaissance pour les pompes défectueuses



Des jeunes mettant à contribution leurs rudiments de formation pour réparer l'une des pompes de Nkout.



Une fois réparée, la pompe produit une eau de meilleur qualité, à la satisfaction des habitants.

## ESSONE-NDONG

Libreville/Gabon

**Une équipe de jeunes, dont le chef de village de Nkout, grâce à leurs maigres connaissances techniques, parviennent actuellement à remettre en état les ouvrages communautaires inopérants.**

RECEPTIONNEES il y a plus d'une décennie par les communautés rurales bénéficiaires, les pompes hydrauliques implantées dans les villages ne donnent plus tellement satisfaction. La plupart d'entre

elles ne sont plus fonctionnelles, renvoyant les villageois à leurs premières amours (les rivières, les puits et les marigots) à l'hygiène très suspecte. A l'origine de cette situation, l'on accuse le manque de suivi en maintenance de ces biens communautaires. C'est qu'après leur implantation qui s'inscrivait dans le cadre d'un vaste programme gouvernemental visant à doter certains regroupements humains de l'hydraulique villageoise, l'on n'a plus pensé à un service ambulant pour le maintien en activité permanente de celle-ci. Mais, afin de contourner cette difficulté, certains jeunes

des villages se sont organisés afin de rendre ces équipements à nouveau fonctionnels. C'est ce qu'ont compris certains habitants du regroupement de villages de Nkout qui, ayant reçu des rudiments de connaissances en matière de réparation des pompes hydrauliques et mus par leur ingéniosité, ont réussi à «ressusciter» l'une des deux pompes réalisées dans leur agglomération. Selon le chef de village de Nkout, Prosper N'ngang Essono (l'un des plus jeunes du pays), «nous avons estimé qu'il serait dangereux que les populations renouent avec l'eau des ri-

vières pour des usagers ménagers. Pour cela, nous avons commencé à nous interroger sur ce qu'il fallait faire pour arriver à réparer nos pompes. A Oyem, nous nous sommes rapprochés des spécialistes qui nous ont donné un cours sommaire sur le fonctionnement technique de ces pompes, avant de nous donner quelques autres éléments susceptibles de nous permettre de réparer une pompe défectueuse ». A partir de ceux-ci, ils se sont mis à l'œuvre avec beaucoup de résolution afin de redonner vie à ces outils importants. Un autre jeune, Cyriaque Essono-Mendame alias

Carrasco, ajoute que leur niveau de connaissances peut leur permettre d'arriver à bout des pannes multiples et diverses des pompes, mais le vrai talon d'Achille va résider dans la difficulté à trouver des pièces de rechange que, pour le moment, aucun magasin de vente ne propose à Oyem. « Même à Libreville, certaines pièces de rechange sont difficiles à trouver », confesse-t-il. Au nombre de ces pièces rares, il cite « la baudruche » (faisant aussi office de filtre) qui, lorsqu'elle tombe en panne, plombe le fonctionnement d'une pompe hydraulique.

N'empêche qu'après les travaux de réparation de la deuxième pompe de Nkout située face à l'église protestante locale, celle-ci fonctionne à merveille. Mais ce qu'ils redoutent, c'est la surexploitation dont elle fait l'objet. En effet, plusieurs usagers y viennent s'approvisionner des bidons en grande quantité. Oubliant qu'il ne s'agit que d'une nappe phréatique qui s'épuise facilement. Or, une fois asséchée, c'est la boue d'argile qui remonte et affecte le mécanisme de la pompe engendrant des pannes fréquentes. D'où ils invitent les populations au sens de la mesure...

## Enseignement supérieur privé

## Les bâtiments du campus Sup de Com sortent de terre



L'entrepreneur Michel Nguema Nkizo'o s'active à livrer le chantier dans les délais impartis.



L'un des bâtiments en construction : les travaux vont bon train.

## SSB

Oyem/Gabon

LE premier établissement supérieur d'Oyem, chef-lieu de la province du Woleu-Ntem, devrait ouvrir ses portes dès la prochaine rentrée académique. Dénommé Sup de Com, d'une capacité d'accueil de 1 000 étudiants, celui-ci, selon son promoteur, M. Cailloux, devrait offrir des formations

en agronomie ainsi qu'en comptabilité/gestion. Dans tous les cas, depuis plusieurs semaines, les bâtiments du campus sortent de terre au quartier Ewomekok. Les ouvriers s'affairent à faire en sorte que tout soit fin prêt en septembre prochain. A en croire M. Cailloux, les enseignements seront dispensés selon le système Licence-Master-Doctorat (LMD). Dès l'obtention de leurs parchemins, assure-

il, les étudiants de la filière agronomie pourront poursuivre leurs cursus à l'Institut national supérieur d'agronomie et de biologie (Insab) de l'Université des sciences et techniques de Masuku (USTM), l'université de Dschang, au Cameroun et d'autres se dirigeront vers des écoles supérieures basées au Bénin, en Côte-d'Ivoire, en France ou au Sénégal. D'autant que, selon lui, des conventions de partena-

riats ont été scellées avec tous ces établissements d'enseignement supérieur. Dans la filière intégrant la gestion les étudiants vont se consacrer à la finance, comptabilité, gestion des ressources humaines, marketing et agroalimentaire, les licences 1, 2 et 3 se feront exclusivement sur place à Oyem et pour la 4e année, ils se rendront à Libreville Sup de Com, Franceville, voire à l'étranger. Dans le cadre sous-régio-

nal, certains pays ont sollicité leur collaboration, notamment la Guinée-Equatoriale, en plus du Cameroun et du Congo-Brazzaville. Il s'agira pour les étudiants de suivre des formations avec enseignants à la compétence établie pour améliorer leurs connaissances dans divers domaines. Aux dires de M. Cailloux, son initiative répond au souci des plus hautes autorités de l'Etat d'encourager

les nationaux à promouvoir des projets créateurs d'emplois et de richesses, afin de contribuer au développement de notre pays et à la lutte contre la pauvreté, la précarité en milieu rural. Sa démarche, convenons-en, devra servir de modèle pour bien d'autres compatriotes pour des initiatives privées du genre venant en appoint des actions des pouvoirs publics pour le bonheur de l'élite gabonaise.